

# DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

## Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 2 mars 1998 à 20 h 30

*Convocation du 23 février 1998*

*Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire*

*En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Sabatier Stéphane, excusé.*

### Ordre du jour

- Gestion du cimetière
- Préparation des élections
- Location pâturages communaux (bilan de l'adjudication du 22.02.98)
- Reclassement des chemins
- Bilan comptable / exercice 97 et préparation B.P. 98
- Questions diverses

### ***Gestion du cimetière :***

Le maire expose au conseil municipal que la gestion des cimetières est désormais soumise à la concurrence, par la loi du 10.01.98 qui met fin au monopole des pompes funèbres.

L'employé communal n'est plus habilité, mais peut facilement obtenir son habilitation par la préfecture.

Cependant il convient de créer une Régie communale des pompes funèbres (un budget annexe) pour servir une prestation municipale.

Les tarifs pratiqués devront être identiques à ceux des entreprises privées, en aucun cas, on ne peut faire travailler l'employé communal à bas tarif, il s'agirait d'une prestation déguisée faisant entrave à la concurrence .

Y a t-il volonté de créer une régie municipale ? ou doit-on confier l'inhumation complète à une entreprise spécialisée ?

A.Borel, opposé à cette nouvelle prérogative, pense que l'on doit réagir face à cette loi afin d'obtenir une dérogation, le maire lui propose de rédiger une motion.

Le maire considère que l'on ne peut pas rester à l'écart de la loi et que les communes ne peuvent

se réserver le droit d'inhumer, et que même si l'on devait créer une régie, on ne pourrait empêcher les entreprises d'offrir leurs prestations aux familles.

C. Paul pense que l'on va perdre notre "tradition", JM Cornil fait remarquer que la nouvelle population souhaite peut être des prestations différentes, F. Galmiche interroge le maire sur la position de l'employé communal : celui-ci s'est engagé avec le maire de l'époque à fournir cette prestation, peut continuer ce travail..., mais, ajoute le maire, les familles n'échapperont pas à la prestation payante.

S. Duc pense que le débat porte plus sur la personnalisation que sur la gratuité, J.Michalinoff rappelle que l'employé communal a de plus en plus de tâches à effectuer, il semblerait intéressant de lui dégager du temps.

A. Borel souhaite que l'on informe la population sur les possibilités de choix des entreprises et des prestations, refusé par J. Michalinoff qui fait remarquer que l'on ne peut intervenir sur la volonté des familles, il ne se bornera qu'à informer des nouvelles dispositions législatives.

Le maire demande aux conseillers de se prononcer sur la volonté de créer une régie municipale des pompes funèbres :

oui / 0 ; non /10.

### ***Pâturages communaux :***

J. Ligozat prend la parole pour dresser le bilan de l'adjudication du dimanche 22.02.98

5 lots ont trouvé preneur, 5 lots sont encore à louer, notamment le lot de Céas refusé par A. Garcin et de Céüzette refusé par F. Paul, pour cause de zones non pâturables.

Les agriculteurs intéressés ne prendront ces lots qu'à la surface "corrigée", il convient alors de déterminer les zones rocheuses non productives sur ces parcelles ; le maire propose à A. Borel de réunir 3 agriculteurs pour l'estimer sur le terrain ; ces zones seront exclues du montant de la surface, donc de la location.

Les montants définitifs seront fixés sur la base du prix adopté à l'unanimité en conseil municipal du 2 juin 1997, et des surfaces retenues.

### ***Préparation des élections :***

Les prochaines élections comprennent deux scrutins (cantonales et régionales) ; pour des raisons de place, il convient de déplacer le bureau de vote de la mairie à la salle des fêtes. Renseignements seront pris auprès de la préfecture

Le tour de rôle des assesseurs est établi par les conseillers municipaux, il sera complété par des électeurs de la commune.

### ***Reclassement des chemins :***

La DDE a proposé un projet de reclassement de voirie communale et rurale, les observations de la commission ont été transmises à la DDE.

L'enquête publique peut démarrer, le maire demande aux conseillers de lui confier la désignation d'un commissaire enquêteur, les réclamations seront soumises au CM qui tranchera et approuvera le nouveau classement. Adopté à l'unanimité.

Pour rappel :

- La voirie rurale est subventionnée à 70 % (DDAF + CCTB) sur le H.T.

- La voirie communale est subventionnée à 40 % (DDE + CCTB) sur le H.T..

### ***Bilan comptable de l'exercice 97 et projets 98 :***

J.Michalinoff fait le point sur la situation financière de l'exercice écoulé et annonce les prévisions d'investissement pour 1998.

En fonctionnement, il fait ressortir l'accroissement important des dépenses (+25%) alors que les recettes stagnent, ce qui entraîne une dégradation sensible de la capacité d'autofinancement.

les projets 98 sont importants, près de 4.5 M.F., ils nécessitent différents emprunts à hauteur de 1 360 000 fr. ainsi qu'un prêt relais à hauteur de 1 000 000 fr. au moins.

Il conviendra de réduire très sensiblement les investissements des prochaines années pour permettre de remettre à flot la trésorerie, il faudra également surveiller l'évolution de la capacité d'autofinancement, une nouvelle dégradation est probable compte-tenu des intérêts à payer sur les nouveaux emprunts.

Le maire demande que l'on prenne en compte l'aménagement de la place du village avec goudronnage de la place et amélioration de l'angle de la fontaine, J. Michalinoff fait remarquer que l'on ne peut plus envisager d'investissement supplémentaire cette année. Il convient de différer les futurs projets. J-M Cornil s'inquiète de la situation actuelle et du trop de projets à la fois.

### ***- Modification des 4 taxes :***

Actuellement , les taxes se présentent ainsi :

- TH : 6.33 %
- Foncier bâti : 11.55 %
- Foncier non bâti : 66.41
- TP : 4.25%

Le maire propose que l'on parte sur une augmentation de 4% sur chaque taxe, pour un rapport de 20 000 fr., S Duc est favorable au principe de l'augmentation, peu et régulièrement.

Le conseil municipal se prononce contre une augmentation différentielle, mais, à l'unanimité, pour une augmentation de 4 % à chaque taxe, soit :

- TH : 6.59 %
- Foncier bâti : 12.01 %
- Foncier non bâti : 69.07 %
- TP : 4.42 %

### ***Questions diverses :***

- La SPA demande aux communes de voter 3.50 fr. par habitant pour la prise en charge des chiens dirigés en fourrière de Veynes, ces chiens errants seront attrapés et transportés aux frais

de la commune.

Refusé à l'unanimité par les conseillers municipaux.

- CDT : réclame une subvention, le maire estime que les fonds attribués au CDT ne sont pas utilisés à des fins de promotion touristique du département, mais à tout autre chose... refusé à l'unanimité des conseillers.

- Subventions communales :

- A la suite de la dissolution de l'Amicale boules de Sigoyer, le Foyer d'animation se propose de reprendre le concours de boules annuel et souhaite que lui soit attribuée la subvention de l'amicale boules, soit 1500 fr., le maire suggère que l'on majore cette somme de 500 fr., afin qu'il soit alloué au FAS une subvention totale de 5000 fr.(3000 + 2000 fr.), étant convenu que le foyer se propose d'organiser la fête votive de la commune.

Accepté par les conseillers : oui/9 , abstention/1.

- Planète Mômes : suppression de la subvention, sauf 10 000 fr. déjà versés pour la gestion de la cantine jusqu'en juin 98.
- Subvention "vivre assis" : refusée par la majorité des conseillers
- Subvention "contre le cancer" : non/3 , abstentions/7, majorité contre

### *Périmètre de protection des captages de sources :*

Le maire s'adresse à R. Favier, responsable de la commission "eau, assainissement" et lui demande de prendre en charge le dossier avec dans un premier temps, une demande de devis pour préparer le dossier administratif.

### *Convention Cne Sigoyer / Fouillouse AEP :*

le maire donne lecture des débits d'eau les moins favorables recensés lors de la création du réseau, soit en septembre 1964 : 22 l/mn, puis il propose une réflexion sur la convention établie par la DDAF liant la commune de Sigoyer à celle de Fouillouse pour la distribution d'eau potable.

J. Michalinoﬀ indique que l'on doit limiter clairement le nombre d'habitations desservies, A. Borel souhaite que l'on rajoute "toute extension du réseau de distribution sera soumise à l'approbation du conseil municipal de Sigoyer".

Responsabilité sur la qualité de l'eau : S Duc indique que l'on peut ajouter une réserve sur la potabilité de l'eau.

Vote : le CM est-il d'accord sur les bases de la convention liant Sigoyer et Fouillouse ?  
pour/9, abstention / 1.

### *Révision du POS :*

#### *- Les Guérins :*

Le maire rappelle qu'il a été sollicité par le foyer midi soleil pour un projet de construction.

Les RTM et un géologue se sont rendus sur le terrain classé en zone "moyen" pour risque d'écroulement, d'inondation ou de glissement.

En cas de demande de permis de construire, le géologue fera des observations et indiquera les prescriptions nécessaires.

Le conseil municipal devra se prononcer sur l'avancement du projet midi soleil.

#### *- Zone artisanale :*

Deux entreprises de Sigoyer recherchent un terrain pour créer une zone d'activité et y installer leur atelier.

Contact a été pris par l'une d'entre elle auprès de M. Para, agriculteur à Pelleautier, pour une parcelle du villard (le château).

- Propriété Ligozat Lucie, 2 parcelles seront classées en constructible.

R. Favier demande si, à ce rythme, on ne doit pas envisager une révision complète du POS.

J. Michalinoff pense que l'on ne doit pas développer à tout prix l'urbanisation de la commune, que celle-ci y perdra de son identité.

Concernant la zone artisanale, S. Duc pense qu'il faudrait envisager de répondre à la demande d'artisans en créant un secteur artisanal, qu'il suffit de modifier la zone et non de la réviser.

Le maire signale que, dans la mesure où il y a changement de la destination de la zone, il ne s'agit pas d'une modification du POS, mais bien d'une révision, car l'économie du POS est modifiée.

R. Favier pense qu'il s'agit d'une affaire privée et que la commune ne doit pas intervenir.

J. Michalinoff s'interroge sur le reclassement des terrains, avant ou après acquisition ? toute spéculation est alors possible ! Il demande si l'on doit rester ferme avec la révision du POS ou si l'on va laisser surgir des demandes n'importe où sur la commune. Le maire entend régler cette révision d'ici la fin de l'année ; concernant la spéculation, le maire répond qu'il faut trouver la meilleure formule pour l'éviter.

Le maire demande au conseil municipal de se positionner favorablement ou défavorablement pour débloquent la zone des Guérins et créer une secteur artisanal, les conseillers sont invités à y réfléchir.

Le CM est-il favorable, pour le site des Guérins, à modifier le POS si le projet avance ?

pour/8, contre/0, abstention/2

Le CM est-il favorable pour modifier la classification d'une parcelle en zone artisanale ?

pour/9, contre/0, abstention/1

A. Borel indique que l'on doit réglementer ces zones pour que des ateliers y soient construits et pas seulement des maisons individuelles, idem pour les Guérins qui ne doivent pas profiter de ce nouveau classement pour se lancer dans une opération immobilière.

### *Bâtiment mairie Poste :*

Les travaux débuteront mercredi 4 mars, les conseillers sont invités à participer aux réunions de chantier qui se dérouleront le mercredi après-midi :

R. Favier, J. Ligozat, J-M Cornil s'annoncent.

### *- Façade Mairie/Poste :*

Des travaux de réhabilitation de façades ont été réalisés à Briançon, les conseillers sont invités à s'y rendre pour juger de visu sur la technique, le rendu, les couleurs.

Se proposent : A. Garcin, JM Cornil, R.Favier, C. Paul.

### *Epicerie :*

Elle fonctionne toujours, mais le maire souhaite que le CM se prononce sur son maintien : le CM est favorable au maintien d'une épicerie à condition que la commune ne soit pas impliquée directement.

C.Paul rappelle que l'on doit s'intéresser au problème, rester à l'écoute, mais s'en tenir à l'écart et laisser faire les particuliers, les conseillers approuvent.

### *La cloche :*

Le maire demande qu'on réfléchisse aux noms et texte à graver sur la cloche, un texte universel qui rassemble croyants et laïcs.

le maire lève la séance à une heure.

### Délibérations du CM :

- cimetière (régie municipale et habilitation de l'employé communal)
- pâturages communaux
- convention fourniture d'eau Sigoyer/Fouillouse
- projet de reclassement de la voirie (enquête publique)

***Vu, les conseillers municipaux***